

# CCI *Info*

BULLETIN NO. 46 JUIN 2010

[www.mcci.org](http://www.mcci.org)

**LE DÉVELOPPEMENT  
ÉCONOMIQUE  
DE MAURICE :  
UN PARCOURS  
ATYPIQUE**

**TACKLING UNFAIR TRADE  
PRACTICES**

RECOURSE AGAINST  
DUMPED AND  
SUBSIDIZED IMPORTS

**BAISSE DE L'EURO  
DÉCRYPTAGE**





# Mr Price Home

Come Home and save big!

.....  
Les Halles, Phoenix



**LA LEÇON DE LA  
COMMUNICATION**  
MARDAY VENKATASAMY  
– PRÉSIDENT



**P**etit détour par l'événement récent qui a marqué la vie publique à Maurice : les élections législatives 2010.

Un des facteurs clés de la victoire de l'Alliance de l'Avenir à ce scrutin est probablement la stratégie de communication mise en place pour flatter son bilan et véhiculer ses messages. Jamais, sans doute, un gouvernement sortant n'a fait preuve d'autant d'efficacité dans la diffusion de ses messages ciblant à la fois son électorat propre, celui des partis adverses et la frange dite indécise. Avec l'apport, en la matière, d'experts étrangers dont on aurait postulé à tort qu'ils ne maîtriseraient pas le contexte local, les moyens modernes et innovants mis en œuvre par l'Alliance de l'Avenir ont percuté de fort belle manière. Communiquer, rassurer et gagner, voilà les trois socles d'une stratégie qui a fait mouche.

En parallèle, savons-nous - secteur privé institutionnel et notre CCI en particulier - bien communiquer ? Devrions-nous prendre pour acquis que nos actions sont connues – et bien comprises – de tous ?

Nos membres ont été agréablement surpris à la dernière Assemblée Générale Annuelle de la Chambre de voir le nombre et la qualité d'activités initiées durant l'année écoulée ! Faut-il attendre le rapport du Président pour que nos initiatives pendant l'année soient mises en exergue ?

La commémoration, cette année, du 160<sup>e</sup> anniversaire de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Maurice nous fournit une belle opportunité de nous interroger sur la pertinence et la justesse de nos actions de communication. Avant de formuler une vraie stratégie en la matière, il nous incombe de prendre la mesure de nos faiblesses. C'est ainsi que nous avons fait appel à l'agence Facto WE, en partenariat avec DCDM Marketing Research Ltd., pour évaluer la perception de la notoriété de la Chambre par ses divers publics. Est-elle connue ? Sous quel nom : Chambre de Commerce ? CCI ? Quelle est son identité ? Reconnaît-on notre logo ? Ou encore, comment la mission de la Chambre – pour peu qu'on la connaisse – est-elle perçue ? Bref, l'opinion que le public

se fait de notre institution est-elle en phase avec l'image que nous voudrions qu'elle projette ?

En France, 8 personnes sur 10 disent savoir identifier le logotype de leur Chambre de Commerce et d'Industrie. Toutes les Chambres de Commerce françaises, indépendamment de leur département, sont identifiables par une icône unique. Par ailleurs, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille, qui a récemment fêté des 411 ans, mesure régulièrement, par un sondage externe, la performance de ses actions : 8 sur 10 acteurs économiques s'adressent à la CCI pour trouver une solution à leurs problèmes; son journal économique est le plus lu dans sa région !

La principale force de notre CCI, c'est sa faculté à anticiper les grandes questions économiques et son expertise à faciliter le climat propice aux affaires : négociations commerciales (OMC, SADC, COMESA, COI), arbitrage et résolution des conflits, relations bilatérales avec les pays, missions de prospection, discussions sur les réglementations locales (contrôle de prix, Food Act ...).

Ce soutien assidu, pourtant indispensable aux acteurs économiques engagés dans des secteurs divers, n'est pas toujours visible par tous. La diversité d'actions difficiles à communiquer en devient ainsi une faiblesse. Comment la surmonter ?

Difficile question mais combien utile que je me suis engagé à inscrire en priorité de mon action en tant que président de notre estimée institution.

---

La commémoration, cette année, du 160<sup>ème</sup> anniversaire de la CCIM nous fournit une belle opportunité de nous interroger sur la pertinence et la justesse de nos actions de communication.

---

# SOMMAIRE

1

Edito

7

Coopération Bilatérale : Maurice-Réunion

10

Annual General Meeting of the MCCI

24

Emerging Security Threats 2010

27

6ème FEIOI : Rendez-vous aux Seychelles

32

100% Challenge : Saison 2010



## En Couverture

Maurice a connu l'une des histoires les plus frappantes en matière de développement économique sur le continent africain.

Notre macro économiste, Dr. Renganaden Padayachy nous livre une analyse de ce parcours atypique.



## Baisse de l'euro : décryptage



4

La monnaie unique européenne a perdu environ 20 pourcent de sa valeur par rapport au dollar américain depuis début décembre 2009.

Lorsque le risque est apparu à l'effet que la Grèce était dans l'incapacité d'honorer ses dettes.

## Tackling unfair trade practices



10

The Trade (Anti-dumping and Countervailing Measures) Act, which aims at protecting the domestic industry against the negative effects of dumped and subsidised imports, was enacted on 30 March 2010.

## Projet de lecture dans les écoles ZEP



29

La CCIM vient de compléter avec succès son projet d'appui aux enfants en difficulté de lecture. Survol et bilan.

## CCI Info

Bulletin publié par:  
La Chambre de Commerce et d'Industrie de Maurice

3, rue Royale – Port Louis.

Tel : (230) 208 33 01

Fax : (230) 208 0076

mcci@intnet.mu

www.mcci.org

Crédits photo : Omnicane Ltd.



## MCCI 160 ans d'histoire

*L'année des célébrations  
du 160ème anniversaire  
de la Chambre de Commerce  
et d'Industrie de Maurice se poursuit.  
Ce logo accompagnera les activités  
à venir dans le cadre  
de cet événement.*



# Un diplôme d'une grande Ecole française en Commerce International... C'est maintenant possible à Maurice.



**V**ous êtes étudiant, titulaire du baccalauréat ou d'un diplôme équivalent ? Le Commerce International vous passionne et représente pour vous un avenir brillant et certain ?

Grâce à un partenariat entre le Centre d'Etudes Supérieures (CES) de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Maurice (CCIM) et l'Ecole Supérieure du Commerce Extérieur (ESCE) de Paris, vous pourrez, dès la rentrée de septembre 2010, accéder à un diplôme en Commerce International proposé par cette prestigieuse école française.

L'ESCE est une des Grandes Ecoles les plus cotées en France (22<sup>ème</sup> dans le palmarès 2010 des écoles de commerce. Source : enquête Le Point). Sur les 6,000 étudiants qui tentent une inscription chaque année, seulement 350 sont retenus. L'accord entre le CES et l'ESCE permettra aux étudiants mauriciens de se rajouter à cette liste d'élus.

### **Le partenariat permettra aux étudiants mauriciens d'accéder en 3<sup>ème</sup> année universitaire à Paris**

Alors qu'à l'ESCE, ce Master en Commerce International dure 5 ans sans diplôme intermédiaire, les étudiants mauriciens pourront, quant à eux, commencer par un des BTS offerts par le CES : BTS Assistant de Gestion PME/PMI ou BTS Management des Unités Commerciales. Des cours supplémentaires ainsi que des séminaires, dispensés par des chargés de cours de l'ESCE, viendront se rajouter au cursus classique du BTS et ils seront sanctionnés par des examens écrits et un examen oral.

Le BTS en poche, les étudiants mauriciens pourront partir compléter leur formation à l'ESCE de Paris. Au bout de 3 ans au sein de cette institution, ils seront titulaires d'un diplôme d'Etudes Supérieures en Commerce International (Grade de Master). De plus, avec les stages

en entreprises à Paris, les étudiants se familiariseront avec le milieu professionnel favorisant ainsi une meilleure insertion dans le milieu du travail.

### **La mission du Centre d'Etudes Supérieures : offrir une formation professionnelle de qualité**

Ce nouveau programme d'études vient s'ajouter à une liste déjà étoffée de cours proposés par le CES parmi lesquels : la Licence de Gestion (LG), le Master Management International (MMI) et le Master en Administration des Entreprises (MAE).

Le CES parvient aujourd'hui à offrir aux étudiants mauriciens un large choix de cours de qualité et ce nouveau partenariat avec l'ESCE permettra aux étudiants de bénéficier d'une ouverture sur l'extérieur.

Le CES accorde un intérêt particulier au bien-être des ces étudiants et leur assure un suivi personnalisé. A ce jour, les étudiants ayant un diplôme délivré par la CCIM trouvent du travail dans les mois suivants l'obtention de leur diplôme.



**Centre d'Etudes Supérieures**  
Chambre de Commerce et d'Industrie de Maurice

MEF-MCCI Building, Ebène Cybercity  
Tél : 454 8950 Fax : 454 8960  
Web : [www.etudes-superieures.org](http://www.etudes-superieures.org)  
email : [info@etudes-superieures.org](mailto:info@etudes-superieures.org)



# BAISSE DE L'EURO DÉCRYPTAGE

Dr. Renganaden Padayachy – Macro économiste



« Ne rien faire, dans l'espoir que l'euro va se reprendre, pourrait être préjudiciable. »

Toutes les prévisions indiquent que la reprise économique en Europe sera à la traîne cette année, et probablement aussi en 2011.

La monnaie unique européenne a perdu environ 20 pourcent de sa valeur par rapport au dollar américain depuis début décembre 2009.

Lorsque le risque est apparu à l'effet que la Grèce était dans l'incapacité d'honorer ses dettes. En effet, suite aux élections législatives, le nouveau gouvernement socialiste mené par Georges Papandréou annonce que la situation économique de la Grèce est explosive et que le déficit dépassera les 10 pourcent (au final le déficit atteindra 13,6 pourcent du PIB en 2009 selon Eurostat, le bureau des statistiques européen), au lieu des 6 pourcent annoncé par le gouvernement précédent.

Cela a pour conséquence la baisse par les agences de notation de la note à long terme de la dette grecque. Le taux des obligations d'Etat grecque passe au-dessus des 7 pourcent, alors que celui de l'Allemagne reste à 3,3 pourcent avec pour résultat le risque non négligeable de défaut de paiement de la Grèce. Cela entraîne une défiance envers l'euro qui s'amplifie avec la crainte d'une contagion de cette crise à d'autres pays de la zone euro, notamment au Portugal, à l'Espagne, l'Irlande et l'Italie. (Source : *Finance.yahoo.com*)

En sus de la situation précaire des finances publiques des pays de la zone euro, deux autres raisons pourraient expliquer la chute brutale de la monnaie unique. D'une part, le fait que la zone euro soit essentiellement de nature politique

et ne dispose pas d'outils nécessaires pour assurer sa cohérence économique et budgétaire et d'autre part, toutes les prévisions indiquent que la reprise économique en Europe sera à la traîne cette année, et probablement aussi en 2011, or la tenue d'une monnaie reflète la santé de son économie.

Et cette baisse pourrait être durable. En effet, certains experts s'accordent à dire que même après sa chute, l'euro était toujours surévaluée et ne représentait pas la réalité économique de l'Europe. Selon le FMI, la récente baisse de l'euro sur le marché des changes a ramené cette monnaie vers sa valeur fondamentale. C'est-à-dire vers un niveau qui égalise le pouvoir d'achat et les différentiels de compétitivité entre la zone euro et les Etats-Unis, soit autour de 1,15 à 1,20 dollar.

Notons premièrement, que le niveau d'introduction de l'euro était de 1,18 dollar en janvier 1999, que pendant plus de 2 ans, elle a évolué sous la parité et que son plus bas historique est de 0,8230 dollar, atteint le 26 octobre 2000. Nous en sommes très éloignés à l'heure actuelle.

Et deuxièmement, l'affaiblissement du taux de change est une aubaine pour les pays de la zone euro dont la compétitivité est à la traîne. C'est une sorte de plan de relance de l'extérieur qui va permettre d'amortir les mesures d'austérité et la hausse des exportations va favoriser les salariés, les fournisseurs et les finances publiques.

SUITE A LA PAGE 26 →



Call the world as from Rs 3.00/minute\* only



Enjoy fantastic rates when you call abroad. 030 Direct lets you talk more often for less.

With 030 Direct:

- Benefit from per second billing as from the very first second.
- Enjoy clear communications with our high-quality international network.
- Dial 030 before your international phone numbers directly\*\* from your fixed phone.
- Manage your international spend with limits.

\*VAT Exclusive

\*\*Register to the service in one of our showrooms or contact a sales representative.

[www.emtel-ltd.com](http://www.emtel-ltd.com)

Customer Care  
498 9898





## MAURICE-RÉUNION : VERS LA CRÉATION D'UNE PLATE-FORME DE RENCONTRES PERMANENTE

**Faeza Ibrahimsah**

– Manager

Communications and Promotion Division



*De gauche à droite :*

Le Président de l'Union des CCI de l'Océan indien, M. Marday Venkatasamy, S.E. M. Jacques Maillard, Ambassadeur de France, Mme. Anne-Marie Idrac, l'Hon. R. Sithanen, Vice Premier Ministre et Ministre des Finances d'alors, et son S.E. M. A. Mariani, Ambassadeur et Chef de délégation de l'Union Européenne.

La mise en place d'une plate-forme permanente de rencontres entre Maurice et la Réunion a été une des propositions faites lors de la restitution des travaux d'un séminaire réunissant les entrepreneurs mauriciens, réunionnais et mahorais le 8 mars 2010 à l'hôtel 'Le Labourdonnais' à Port-Louis. La cérémonie a eu lieu en présence de la Secrétaire d'Etat du Commerce Extérieur de la France, Anne-Marie Idrac.

Les représentants du secteur privé de la Réunion et de Maurice ont exprimé le souhait d'une plate-forme permanente de rencontres entre les deux îles.

« La mise en place de cette plate-forme dynamisera les échanges et renforcera la coopération entre les deux îles », a déclaré le président de l'Union des CCI de l'océan Indien, Marday Venkatasamy, lors de son discours à la cérémonie de restitution des travaux.

Divers thèmes, notamment la maîtrise de la demande énergétique et la gestion des déchets, ont fait l'objet de discussions lors du séminaire qui réunissait des entreprises réunionnaises et mauriciennes.

Les deux parties ont souhaité poursuivre ce type de rencontres de manière régulière et dans un cadre beaucoup plus structuré, notamment à travers un comité de pilotage, comprenant représentants des autorités publiques et ceux du secteur privé des deux îles.

Plusieurs ministres et hauts officiels du gouvernement, représentants du corps diplomatique et d'institutions du secteur privé ont assisté à la cérémonie de restitution des travaux.

# 161<sup>ST</sup> ANNUAL GENERAL MEETING OF THE MCCI

## RE-BALANCING POLICY ORIENTATIONS BETWEEN THE EMERGING SECTORS AND THE TRADITIONAL ONES

Sarada Moothoosamy – Manager (Finance and Administration)



Outgoing President, Mr. K. Juwaheer, addressing guests and Members at the AGM



The 161st Annual General Meeting of the Chamber was held on the 25 March 2010 at Labourdonnais Waterfront Hotel. The outgoing President, Mr Kiran Juwaheer presented his report on the activities of the Chamber during the past year and made the traditional presentation of the state of economy.

The President stated that the global economy was still coming out of the most serious crisis since the great depression and that in such an uncertain economic environment there is certain difficulty of making a coherent assessment of our economic performance. He said that for a small and open economy like Mauritius, the overall performance in 2009 has been more than satisfactory given the prevailing global economic environment with a GDP growth rate of 2.8%. He said that there has been positive growth in all sectors except in that of tourism and textiles.

He underlined that there has been a 6% growth in investment and both per capita GDP and final consumption expenditure have continued to grow in real terms. He also pointed out that there has been a net creation of some 4,800 new jobs and that inflation has gone down to 2.5%. He further stated that there were important lessons to be drawn from the crisis. He said that the country has achieved a new level of resilience in its ability to resist the global financial and economic crisis. And that there were several factors which have contributed to this, namely:

- the integrity of our banking and financial system and its relatively liquid position throughout the crisis have been a major stabilizing factor.
- the sources of growth were much more diversified in 2009 than a decade ago thus counteracting the effect in sectors such as tourism and textiles.

- our enterprises were in good health when they were hit by the crisis.

- Tax buoyancy in previous years had resulted in surpluses in the primary balance and the creation of a number of funds. Government could thus conduct an expansionary policy with a 46% increase in investment and almost 5% increase in consumption expenditure in 2009.

- The private-public partnership worked in collaboration to devise schemes for e.g the MTSP, the LEMS or the Export-Credit Guarantee Scheme.

He also talked about the promises of new economic strategy and the effect of the economic crisis thereon. He said that developments before the crisis and during the crisis have brought to light new elements which have to be taken into consideration if the country has to be put durably on a higher growth path.

He finally said that the emergence of the new pillars is yet to come and the existing industries have demonstrated that they will remain valuable to our economic architecture for years to come. Thus there is a need to re-balance the emphasis of our policy orientations between the emerging sectors and the traditional sectors.

The Minister of Foreign Affairs and International Trade, Dr Arvin Boolell, the Minister of Industry, Science and Research, Hon. D. Gokhool, the Minister of Business and SMEs, Hon. M. Gowressoo and the Minister of Consumer Protection and Human Rights, Hon. S. Tang also attended the function. ■

# THE COUNCIL OF THE MCCI FOR 2010

---

## PRESIDENT

**Mr. Marday Venkatasamy (Industry Group)**  
Filao Ltée.  
Public Road  
Riche Terre

---

## VICE-PRESIDENT

**Mr. Cédric de Spéville (Industry Group)**  
Food & Allied Industries Ltd.  
Gentilly  
Moka

---

## INDUSTRY GROUP

**Mr. Vincent de Labauve d'Arifat**  
Association of Mauritian  
Manufacturers  
C/o The Mauritius Chamber of  
Commerce and Industry  
3, Royal Street  
Port-Louis

**Mr. Ahmed Parkar**  
Star Knitwear Group  
La Clémence  
Rivière du Rempart

---

## COMMERCE GROUP

**Mr. Marc Ah Ching**  
Rogers & Co. Ltd.  
5, President John Kennedy Street  
Port-Louis

**Mr. Azim Currimjee**  
Currimjee Jeewanjee & Co. Ltd.  
38, Royal Street  
Port-Louis

**Mr. Kiran Juwaheer**  
Shell Mauritius Ltd.  
Shell House  
Roche Bois

---

## INSURANCE GROUP

**Mr. Jean-Paul Chasteau de  
Balyon**  
Swan Insurance Co. Ltd.  
Swan Group Centre  
10, Intendance Street  
Port-Louis

---

## TOURISM GROUP

**Mr. Kevin H. Dhukhira**  
Kevtrav Ltd.  
3rd Floor, Discovery House  
Quatre-Bornes

---

## BANKING GROUP

**Mrs. Aisha Timol**  
Mauritius Bankers' Association  
Level 15, Newton Tower  
Sir William Newton Street  
Port-Louis

---

## OTHER SERVICES GROUP

**Mrs. Patricia Day-Hookoomsing**  
Association Mauricienne des  
Femmes Chefs d'Entreprise  
1st Floor, Regency Square  
4 Cnr. Conal & Mc. Irvine Streets  
Beau-Bassin

---

## TRANSPORT AND RELATED SERVICES GROUP

**Prof. Donald Ah Chuen**  
Union Shipping Ltd.  
2nd Floor, ABC Centre  
Military Road  
Port Louis

---

## AFFILIATED ASSOCIATIONS (Permanent Seats)

**Mr. Shehzad Ahmed**  
Mauritius Chamber of Merchants  
c/o Abdullasonco Ltd.  
Louis Pasteur Street  
Port-Louis

**Mrs. N. Sunassee**  
Indian Traders' Association  
c/o S. Sunassee  
Sir William Newton Street  
Port-Louis

**Mr. Armand Ah Kong**  
Chinese Chamber of Commerce  
Suite 206, Jade Court  
Jumma Mosque Street  
Port-Louis

---

## IN ATTENDANCE

**Mr. Raj Makoond**  
Joint Economic Council  
Plantation House  
Port-Louis

**Mr. Azad Jeetun**  
Mauritius Employers' Federation  
MEF-MCCI Building  
Ebene Cyber City  
Ebene

---

## CO-OPTED MEMBERS

**Mr. Patrice Legris**  
AHRIM  
5th Floor, Barkly Wharf  
Caudan Waterfront  
Port-Louis

**Mr. Ganesh Ramalingum**  
OTAM c/o MCCI  
3, Royal Street  
Port-Louis



## TACKLING UNFAIR TRADE PRACTICES

### OUR DOMESTIC INDUSTRIES WILL NOW HAVE THE NECESSARY RECOURSE AGAINST DUMPED AND SUBSIDISED IMPORTS

**Rooma Narrainen** – Manager (Trade Division)  
**Vivagen Amoomoogum** – Analyst (Trade Division)

The Trade (Anti-dumping and Countervailing Measures) Act, which aims at protecting the domestic industry against the negative effects of dumped and subsidised imports, was enacted on 30 March 2010.

With the on-going trade liberalisation process, the adoption of a trade remedy legislation has become a priority for the business community. Over the last decade, the Chamber has been constantly advocating the need to have a national trade remedy legislation to deal with dumping and other unfair trading practices and has been actively working with the Government to achieve this objective. With the new legislation, our domestic industries will now have the necessary recourse against dumped and subsidised imports as the new law will provide the necessary recourse to operators to respond to trade-distorting practices.

#### What are trade remedies?

Trade remedies are part of the trade policy of a large number of developed and developing countries. They aim at protecting domestic industries from foreign competition and include anti-dumping, countervailing and safeguard measures. While anti-dumping and countervailing measures are used to counteract the effects of 'unfair' competition, safeguard measures are used to give domestic industries time to adjust to increased trade liberalisation. The recently enacted Trade (Anti-dumping and Countervailing Measures) Act 2010 presently allows only the application of remedial action against dumped and subsidised products.

#### Dumping

Dumping is defined as the sale of goods on an export market at a lower price than their normal value which is the price normally paid when sold in the home market. If the sale of the dumped goods is ascertained to cause material injury to the domestic producers of the same goods in the export market, a remedy in the form of an anti-dumping duty may be applied. It should be put right from the outset that dumping in itself is not prohibited. It is only when dumping has a negative impact on the local industry that it is considered to be trade distorting. It must be highlighted that, in most cases, a series of complex analytical steps must be undertaken to complete the appropriate price comparison so as to establish that dumping has taken place.

#### Countervailing Measures

Countervailing measures (or anti-subsidy) actions are taken to counter the unfair competitive advantage or benefit that has been granted by a government or government agency to an exporter in the form of a subsidy. Many different types of subsidies exist, but they usually take the form of a financial assistance from a government to a manufacturer or to a group of manufacturers in the exporting country. As a result, subsidised goods allow a producer to sell at a lower price than it could without the subsidy compensation. If this producer

---

“A series of complex analytical steps must be undertaken to complete the appropriate price comparison so as to establish that dumping has taken place.”

---

sells into the international market, they can often undercut the pricing of producers in other countries who don't receive subsidies from their government, creating an unequal level playing field between the foreign and the local manufacturers of the like product.

Imposition of a countervailing duty is an attempt to bring the imported price to its true market price, and thus provides a level playing field to the importing country's producers. Countervailing measures therefore, allow importing countries to take corrective action against imported goods which benefit from subsidies in their country of origin.

#### The investigation process

The investigation process begins when a formal complaint is received by the Investigating Authority from a domestic producer that suspects that it is being injured by an im-



ported good it believes is being dumped or subsidised. An association of producers may also file a complaint. In order to proceed, a complaint must provide appropriate supporting evidence detailing the allegations and subsequent injury to the domestic market. A complaint must also receive a minimum level of support from other producers in that specific industry.

Our local legislation is closely modelled on the applicable rules of the World Trade Organisation (WTO). For anti-dumping or countervailing measures to be imposed, it must be demonstrated that:

- Imports of the product concerned are dumped (i.e. sold below their normal value) or subsidised;
- The domestic industry is suffering or being threatened with material injury;
- There is a causal link between the dumped import and the injury to domestic industry; and
- If after investigation, dumping has been established, an anti-dumping or countervailing duty may be imposed on the imported product.

The remedial measure usually takes the form of a customs duty levied on the imported product. The legislation also provides for alternative remedial measures to be taken such as price undertakings where the exporter accepts to revise its prices or take other corrective measures concerning the injurious effects of the dumping or subsidisation. It must be pointed out that the imposition of the corrective measures will also take into consideration other national policy considerations such as the interests of the domestic industry, the situation regarding domestic competition for the concerned product, the needs of the industrial users and the interest of consumers.

Provisional anti-dumping or countervailing duties may be imposed while an investigation is being carried out for a period not exceeding six months. If the investigation shows that the goods are being dumped or

subsidised, a definitive duty may be imposed for a maximum of five years and may be extended if the Investigating Authority determines that dumping or subsidisation is likely to be continued.

#### Setting up the Investigating Authority

The Trade (Anti-dumping and Countervailing Measures) Act also provides the legal framework for the setting up of an Investigating Authority for conducting investigations on allegations or suspicion of dumped or subsidised imports.

---

**“If after investigation, dumping has been established, an anti-dumping or countervailing duty may be imposed on the imported product.”**

---

Following the enactment of the new legislation, the necessary steps are being taken for the setting up of the Investigating Authority as well as for capacity building both at the level of the public and private sector. Training of the public officers who will be responsible for conducting the investigations is crucial as it is generally agreed that the determination of the dumping margin and establishing the causal link between dumping and injury to the domestic industry can be a very complex exercise.

At the level of the private sector, the Chamber will soon be organising a workshop to sensitise the business community on the main provisions of the new legislation and the institutional arrangements regarding the setting up of the Investigating Authority and the implementation of the new law. ■

## MAURITIUS – TURKEY FTA WELL UNDERWAY

THE SETTING UP OF THE FREE TRADE AREA IS BEING GUIDED BY BOTH COUNTRIES' TRADE AGREEMENTS WITH THE EUROPEAN UNION.



*2nd Round of negotiations between Mauritius and Turkey in Ankara in November 2009*

Bilateral negotiations for the setting up of a free trade area (FTA) between Mauritius and Turkey were launched in June 2009 following a shared interest from both countries to strengthen their trade relations. The setting up of an FTA between Mauritius and Turkey is being guided by both countries' trade agreements with the European Union. Moreover, it is expected that the establishment of an FTA can significantly enhance trade between the two countries.

Trade between the two countries has been largely in favour of Turkey over the past few years. In 2009, imports from Turkey amounted to Rs.1 billion with mechanical equipment, pharmaceutical products, iron/steel bars, biscuits and electrical appliances being among the main products imported. Our total exports to Turkey amounted to Rs. 87 million in 2009 with denim fabrics accounting for nearly 74% of our exports. Turkey remains an attractive market for our denim and other cotton products. It is interesting to note that, in 2008, 50% of Turkey's total exports were destined to the EU market with textile and clothing representing around a quarter of its total export value to the EU.

The third round of negotiations between the two countries was held in Mauritius on 9-10 February 2010. Since the very beginning, our Chamber has played a leading role in the bilateral trade negotiations and has been actively involved as the private sector representative in developing the national negotiating stands and by participating in all the bilateral negotiations held both in Mauritius and in Turkey.

The trade negotiations focused on the outstanding provisions of the draft FTA text and on the market access offers of both countries. The Turkish side proposed duty free and quota free market access on all industrial goods upon entry into force of the FTA. As regards to the Mauritian market access offer, it was agreed that the Interim Economic Partnership Agreement, which was signed with the EU, would be used as basis for discussions. Both parties also agreed that the FTA text would contain an in-built agenda for further discussions on trade related issues, such as investment, intellectual property rights as well as services.

The fourth round of negotiations is scheduled in August 2010 in Ankara, Turkey. ■





Anglo-Mauritius



Swan Insurance

# Swan Group

## Securing tomorrow today

### Our Values

- Competitiveness
- Quality and security
- People focus
- Professionalism
- Customer oriented
- Knowledge



Swan Insurance

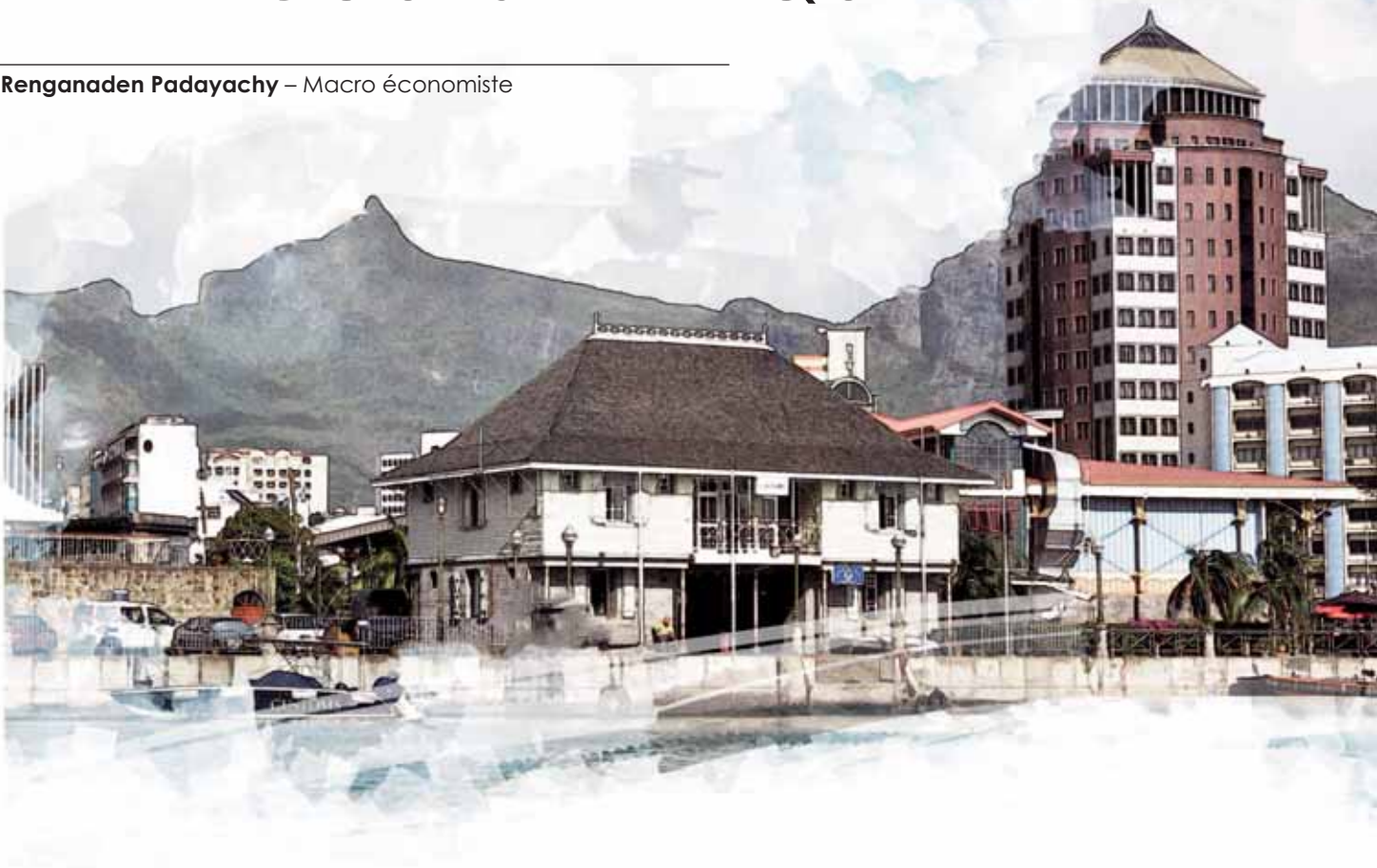
Swan Group

Anglo-Mauritius



# LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE MAURICE : UN PARCOURS ATYPIQUE

Dr. Renganaden Padayachy – Macro économiste



Maurice a connu l'une des histoires les plus frappantes en matière de développement économique sur le continent africain.

**A**u cours des quarante dernières années, le pays est passé d'une économie à prédominance agricole fondée exclusivement sur le sucre à une structure économique diversifiée et cela en faisant fi des contraintes insurmontables justement identifiées par certains experts, dont James Meade (1907-1995), prix Nobel d'économie en 1977. En effet, ce dernier, en 1961, avait prédit le pire pour Maurice en identifiant plusieurs obstacles en particulier le cauchemar malthusien de la surpopulation (à nos jours, une densité d'environ 626 habitants par kilomètres carrés, une des plus élevées au monde), le faible niveau de formation, le potentiel de tension ethniques d'une population très diverses et aussi sa géographie, qui désavantage le pays en étant en moyenne 25 à 30 pourcent plus éloignés des marchés mondiaux que les autres pays africains.

La lecture des données statistiques de 1970 à 2009 nous montre que le PIB réel a progressé à un taux moyen de 5,3 pourcent par an, comparativement à la moyenne de moins de 2,5 pourcent pour l'Afrique subsaharienne. Cela s'est traduit par un triplement du revenu moyen, alors que la moyenne africaine a augmenté de seulement 32 pourcent.

Dans cet article, l'objectif sera d'une part de présenter les différentes phases de la progression économique de Maurice qui est passé du statut de pays pauvre au statut de pays à revenu intermédiaire et d'autres parts d'identifier les facteurs qui ont rendu possible cette belle ascension.

### La situation économique de Maurice avant l'Indépendance

Maurice a obtenu son indépendance politique, mais pas nécessairement son indépendance économique, de la Grande-Bretagne le 12 Mars 1968. Jusque là, il a été une colonie britannique pendant plus d'un siècle et demi. Il a été conquis par les Français en 1810 pendant la période où les guerres napoléoniennes avaient fait rage en Europe et est devenu officiellement une colonie britannique quelques années plus tard, en 1814, avec le Traité de Paix de Paris.

Comme pour la plupart des colonies de la Grande-Bretagne en Afrique, en Asie et en Amérique, la production à Maurice était dictée par le gouvernement colonial. L'objectif était avant tout d'approvisionner les industries manufacturières des régions métropolitaines du Royaume-Uni en matières premières, produits agricoles ou minéraux, pour la croissance et le développement du Royaume. Dans le cas particulier de l'île Maurice, pauvre en ressources naturelles, en particulier s'agissant des minéraux, la plus importante ressource économique était les champs de canne à sucre implantés par les français. Ainsi, comme pour beaucoup d'autres colonies britanniques dans la région des Caraïbes, Maurice était une économie agricole fondée exclusivement sur le sucre et toutes les activités économiques étaient axées sur le sucre - l'essentiel des emplois (directs et indirects), la production et les exportations.

A la veille de son indépendance, Maurice dépendait encore du sucre pour plus de 95 pourcent de ses recettes totales d'exportation. Le secteur du sucre représentait toujours une proportion importante de la production nationale et était aussi le plus gros employeur.

Et pourtant, au début des années soixante, il y a eu une tentative de diversification de l'économie. Cette diversification économique était devenue inévitable pour éviter au pays des troubles sociaux et politiques, et même la faillite économique. En effet, la production sucrière avait atteint ses limites physiques de développement et l'économie traversait une période de baisse du revenu réel. L'explication

derrière ce fait est qu'il y avait un taux élevé de croissance démographique d'environ 3 pourcent par an, sur la période 1954 à 1958, et que le taux de croissance économique était inférieur, soit un taux moyen de 0,7 pourcent sur la même période. En conséquence, à la fin des années cinquante, il y avait un taux de chômage d'environ 15 pourcent de la population active.

**Tableau 1 :**  
**Performances économiques de Maurice, 1953 à 1958**

| Année | Produit National Brut (millions de Rs) | Revenu par Tête à prix constants de 1953 (Rs) | Taux de Croissance (pourcent) |
|-------|--|---|-------------------------------|
| 1953  | 566                                    | 1078  | -                             |
| 1954  | 559                                    | 1037  | -1,24                         |
| 1955  | 565                                    | 1009  | 1,07                          |
| 1956  | 571                                    | 986   | 1,06                          |
| 1957  | 588                                    | 985   | 2,98                          |
| 1958  | 587                                    | 956   | -0,17                         |

Source : *Le rapport Meade, 1961*

À cette époque, il y a eu un grand débat entre les partisans du développement d'une industrialisation de substitution aux importations et ceux d'une industrialisation orientée vers l'exportation. Les arguments étaient solides des deux côtés et le gouvernement de Maurice, à la lumière des recommandations du rapport Meade, choisit une industrialisation de substitution aux importations. Ainsi, afin d'encourager la fabrication de produits locaux à des fins de remplacement des importations, une législation a été adoptée en 1964 par lequel un ensemble d'incitations fiscales a été accordé pour encourager la mise en place de ces industries.

Bien que cette stratégie ait permis la mise en place d'un certain nombre d'activités industrielles, elle n'a pas été en mesure de régler le problème du chômage qui devenait de pire en pire avec un taux supérieur à 15 pourcent de la population active à la fin des années soixante. La moyenne de la croissance économique au cours de cette décennie était moins de un pourcent par an. Le nombre d'emplois dans le secteur manufacturier en septembre 1967 n'était que de 3 855. Le secteur du sucre était toujours la force dominante de l'économie mauricienne avec 53 310 emplois sur un effectif total de 138 170. Dans le même temps, le plus gros employeur de main-d'œuvre était le gouvernement lui-même, avec 59 030 employées.

SUITE A LA PAGE 18 →



## THE CHAMBER RECEIVED SEVERAL DELEGATIONS AND DIGNITARIES FROM FOREIGN COUNTRIES



### **Courtesy Call by the Ambassador of the Kingdom of the Netherlands**

H. E. Dr. Ad Koekkoek, Ambassador of the Kingdom of the Netherlands to Mauritius with residence in Tanzania visited the Chamber on the 28th October 2009.

He was accompanied by Ms. Monique Korzelius, First Secretary. The Chamber was represented by the Secretary-General, Mr. Mahmood Cheeroo.



### **Visit of Minister Counsellor from the Embassy of Argentina**

Mr. Rolando Pocovi, Minister Counsellor from the Embassy of Argentina paid a courtesy call on the Secretary-General of the MCCI, Mr. Mahmood Cheeroo on 25 November 2009.

The possibility of improving the trade relations between Argentina and Mauritius was raised during the meeting.

### **Visit of the Ambassador Designate of Vietnam to Mauritius**

The possibility of strengthening relations between Vietnam and Mauritius was raised during a visit by H.E. Nguyen Duy Thien Ambassador Designate of Vietnam to Mauritius to the MCCI on the 21st December 2009.



### **Visit of H.E. A. Mariani**

H.E. Alessandro Mariani, Ambassador and Head of Delegation of the European Union met with the Secretary-General of the Chamber, Mr. Mahmood Cheeroo, on Wednesday 27th January 2010.

The objective of the meeting was to discuss avenues of cooperation between the MCCI and the Delegation of the European Union.



### **Visit of the Ambassador of Portugal**

H.E. M. Mario Godinho de Matos, Ambassador of Portugal accredited to Mauritius in Mozambique met with the Secretary-General of the MCCI in February 2010.

### **Visit of the Director of JETRO-Johannesburg**

During a visit to the MCCI on Thursday 28 January 2010, Mr. George Sato, the Director of the Japan External Trade Organisation expressed the wish that the trade relations between Japan and Mauritius be strengthened.

### **Visit of H.E. Mr. Shu Zhan to the Chamber**

H. E. Ambassador Mr. Shu Zhan who works in the Department of African Affairs of the Ministry of Foreign Affairs of China met with the Secretary-General of the MCCI on the 26 October 2009.

Discussions focused on the relations between China and African countries and on the economic development of Mauritius.



---

**Visit of a delegation of the China-Africa Business Council to the Chamber**

A delegation of the China-Africa Business Council, led by Mr. Xei Boyang, the Vice-Chairman paid a visit to the Chamber.

The objective of visit was to provide tools to facilitate the strengthening of ties between China and Africa.



---

**Delegation from Malawi**

A high-level delegation from Malawi visited the Chamber on 12 January 2010.

Members of the delegation comprised representatives of the Ministry of Industry and Trade, and of the office of the President and Cabinet of Malawi.

The objective of the visit was to better understand the business and investment environment in Mauritius.



---

**Delegation from CCPIT Guangdong**

A high-level delegation from China Council for the Promotion of International Trade Guangdong visited the Chamber on the 2nd February 2010.

The delegation, led by Mr. Si Qingwei, Vice President, CCPIT Guangdong, comprised Mr. Chen Changhan and Ms. Feng Jing, respectively Vice Inspector and Deputy section Chief of the CCPIT Guangdong and Mr. Wu Sirong, Director, Foreign Affairs Office, People's Republic of China.

---

**Delegation from Burkina Faso**

Representatives from the Conseil Pr sidentiel de l'Investissement and from the Ministry of Commerce of Burkina Faso visited the Chamber on 24 March 2010. Discussions focused on investment opportunities in Burkina Faso.



---

**Delegation from Liberia**

A three-Member delegation from the Liberian Chamber of Commerce, led by Mr. Freddie Robert Taylor, Immediate Past President, Mrs. Massa Lansanah, Secretary-General and Mr. Langley Nya Kialin, Programme Officer met with representatives of the MCCI on 23 March 2010

The objective of the mission was to learn about the structure of the private sector organizations in Mauritius.

## LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE MAURICE : UN PARCOURS ATYPIQUE

Dr. Renganaden Padayachy – Macro économiste

### Les années soixante-dix et le début de l'essor économique

Peu après l'indépendance, le nouveau gouvernement a dû se rendre à l'évidence. La stratégie adoptée n'était pas en mesure de lutter efficacement contre la dégradation de la situation économique et la montée du chômage. Il fallait trouver une solution rapide à son problème majeure, qu'était le chômage de masse et par conséquent trouver une stratégie de développement qui permettrait d'avoir une croissance soutenue.

Les raisons de cet échec étaient le manque de capitaux, la pénurie de main d'œuvre qualifiés et le manque d'initiatives des entrepreneurs qui hésitaient à prendre des risques.

A cette époque, le milieu d'affaires mauricien a pris connaissance du succès de Porto Rico et de Taiwan avec la stratégie d'une industrialisation orientée vers l'exportation. Une mission d'enquête composée de certains représentants du gouvernement et des industriels sont partis à Taiwan, et ont été conquis par le « Kao-Hsiung Export Processing Zone ». Taiwan était le cas le plus intéressant pour l'île Maurice car les deux îles partagent de nombreuses similitudes: un secteur agricole important, la petitesse relative du marché intérieur et pas de matières premières.

Le gouvernement d'alors décida de se tourner vers cette stratégie et, à travers l'adoption de la Loi no 51 de 1970, une Zone Franche fut créée. Ce statut spécial implique généralement des dispositions légales relatives à la fiscalité, favorables aux investisseurs.

Maurice faisait face à divers problèmes dont principalement un faible niveau de la production domestique conjugué à un faible niveau d'épargne insuffisante pour générer des fonds aux fins d'investissement en vue de favoriser le développement économique

Ainsi, pour encourager la mise en place de zones franches, le gouvernement avait offert une large gamme d'incitations financières et fiscales pour attirer les investisseurs étrangers car il y avait un manque de capitaux nationaux.

Sur le plan économique, il y avait une abondance de main-d'œuvre instruite et aussi un secteur privé local dynamique. Plus important encore, en 1970, Maurice a rejoint la Convention de Yaoundé II et a été le premier pays du Commonwealth, avant même le Royaume-Uni, à rejoindre le Marché Commun Européen en 1973 et ainsi pouvait avoir facilement accès aux marchés de la Communauté Européenne.



Cette possibilité s'est avérée particulièrement intéressante pour les industriels de Hong-Kong qui étaient généralement privés de cet accès.

Pendant la première moitié des années 1970, cette stratégie semblait porter ses fruits avec l'ouverture de nombreuses entreprises manufacturières et la création de plus d'emplois que prévu. De 1970-1974, le PIB sera multiplié par presque 3 et le revenu par tête passera de Rs 1 446 à Rs 3 065, soit une hausse 112 pourcent. Cette très bonne performance économique était due d'une part, au lancement réussi de la zone franche, où l'essentiel de la création d'emplois a eu lieu et d'autres part, au développement du secteur touristique.

Tableau 2 : Performance économique de Maurice, 1970-1974

| Année | Produit Intérieur Brut (millions de Rs) | Revenu par Tête (Rs) | Taux de Croissance (pourcent) | Taux d'inflation (pourcent) |
|-------|---|----------------------|-------------------------------|-----------------------------|
| 1970  | 1 017                                   | 1 446                | -0,2                          | 2,4                         |
| 1971  | 1 114                                   | 1 562                | 4,9                           | -0,4                        |
| 1972  | 1 378                                   | 1 854                | 10,6                          | 3,2                         |
| 1973  | 1 768                                   | 2 335                | 11,6                          | 7,2                         |
| 1974  | 3 065                                   | 3 952                | 10,8                          | 25,3                        |

Source : CSO

Au début des années soixante, le secteur du tourisme avait été négligé car les décideurs publics pensaient que ce secteur n'avait pas de potentiel pour contribuer significativement à l'économie mauricienne. Le développement du tourisme est à mettre au crédit du secteur privé, plus précisément le secteur sucrier.

En 1954, il y avait seulement 1803 touristes qui avaient visité l'île. En 1964, le nombre s'élèverait à environ 10 000. Depuis lors, le nombre d'arrivées de touristes à l'île Maurice n'a cessé d'augmenter régulièrement pour atteindre le chiffre de 72 900 en 1974.

Un autre facteur important qui doit être mentionné pour l'économie mauricienne est le boom des matières premières sur la période 1972-75. Ce boom a été important pour l'île Maurice car les prix mondiaux du sucre ont explosé



pour atteindre le prix record de 300 livres sterling la tonne en 1974. A cette époque, Maurice exportait encore son sucre au Royaume-Uni en vertu du Protocole Sucre, un élément de la politique européenne qui accordait à certains pays du groupe ACP des conditions préférentielles, non réciproques, pour les exportations de sucre. Le gouvernement d'alors a préféré négocier un accord sur le long terme avec le gouvernement britannique afin d'assurer l'avenir de l'industrie sucrière.

Du point de vue de l'économie, la manne du sucre a permis la modernisation de l'industrie sucrière, le développement des secteurs manufacturiers et touristique et a également contribué à amortir les effets de la multiplication par quatre du prix du pétrole en 1973.

Cependant, la plupart des gains exceptionnels dans le secteur du sucre a également entraîné de fortes augmentations des salaires, non seulement dans l'industrie sucrière, mais aussi dans tous les autres secteurs d'activités, tous les ministères et organismes parapublics. Cela a entraîné une inflation importante.

Dans la seconde moitié des années soixante-dix, la dynamique économique a ralenti par une combinaison de facteurs nationaux et internationaux. Il y avait la récession mondiale après la première crise pétrolière de 1973, la baisse du prix du sucre à partir de 1976 et la seconde crise pétrolière de 1979 résultant en un doublement des prix du pétrole.

**Tableau 3 :**  
Performance économique de Maurice, 1975-1980

| Année | Produit Intérieur Brut (millions de Rs) | Revenu par Tête (Rs) | Taux de Croissance (pourcent) | Taux d'inflation (pourcent) |
|-------|---|----------------------|-------------------------------|-----------------------------|
| 1975  | 3 351                                   | 4 652                | -0,1                          | 14,7                        |
| 1976  | 4 165                                   | 5 249                | 16,2                          | 13,4                        |
| 1977  | 4 776                                   | 5 910                | 7,0                           | 9,2                         |
| 1978  | 5 494                                   | 6 652                | 4,0                           | 8,5                         |
| 1979  | 6 540                                   | 7 943                | 3,6                           | 14,5                        |
| 1980  | 7 389                                   | 8 818                | -10,1                         | 42,0                        |

Source : CSO

Sur le plan intérieur, les pressions inflationnistes dans l'économie suite à la politique salariale mentionnées ci-dessus, un absentéisme élevé et les grèves à répétition ont contribué à une perte de compétitivité des produits mauriciens sur le marché extérieur.

Il faut y ajouter les catastrophes climatiques. Maurice a connu le cyclone Gervaise en 1975, suivie en 1976 par des inondations, la sécheresse en 1977 et un autre cyclone, Claudette, en 1979.

L'ensemble de ces facteurs avait ainsi conduit Maurice à une situation de quasi faillite économique en 1979, avec des réserves en devises s'élevant à seulement deux semaines d'importations.

Ainsi, en 1979, le gouvernement d'alors n'a pas eu d'autre choix que de se tourner vers le FMI et la Banque mondiale. Ces derniers, en contrepartie de leurs aides, ont préconisé un ajustement structurel de l'économie mauric-

ienne, à savoir qu'il fallait réduire les dépenses budgétaires et augmenter les recettes.

Le 23 octobre 1979, la roupie a été dévaluée de 30 pourcent et le 28 septembre 1981, la roupie a de nouveau été dévaluée de 20 pourcent. La première dévaluation de 1979 était principalement due à la situation défavorable de la balance des paiements et la seconde dévaluation de 1981 a été rendue nécessaire, d'une part, en raison des inondations qui ont eu des effets négatifs sur la production de sucre en 1980 et d'autre part, en raison des variations des taux de change des principales monnaies étrangères.

Cette période d'adaptation de l'économie mauricienne, qui a duré de 1979 à 1986, peut être analysée en deux phases distinctes, 1979-1983 et 1983-86. Pendant la première phase, les mesures d'ajustement ont permis la réduction du déficit budgétaire. Le taux d'inflation qui était de 42 pourcent en 1980 (principalement en raison de la dévaluation de la roupie) est tombé à 14,5 pourcent en 1981 et 5,6 pourcent en 1983. Le taux de chômage a toutefois été encore incroyablement élevé à 17 pourcent en 1983. Dans la deuxième phase, entre 1983 et 1986, l'environnement économique international était devenu beaucoup plus favorable. Les prix des produits pétroliers et de certaines commodités avaient chuté. Le dollar américain avait déprécié et il y a eu la reprise économique dans les pays avancés.

**Tableau 4 :**  
Performance économique de Maurice, 1981-1990

| Année | Produit Intérieur Brut (millions de Rs) | Revenu par Tête (Rs) | Taux de Croissance (pourcent) | Taux d'inflation (pourcent) |
|-------|---|----------------------|-------------------------------|-----------------------------|
| 1981  | 8 765                                   | 9 996                | 6,4                           | 14,5                        |
| 1982  | 10 020                                  | 11 312               | 5,8                           | 11,4                        |
| 1983  | 10 613                                  | 12 257               | 0,4                           | 5,6                         |
| 1984  | 12 050                                  | 13 568               | 4,8                           | 7,3                         |
| 1985  | 13 880                                  | 15 598               | 6,9                           | 6,7                         |
| 1986  | 16 450                                  | 18 448               | 8,9                           | 1,8                         |
| 1987  | 20 341                                  | 22 864               | 8,3                           | 0,6                         |
| 1988  | 24 061                                  | 26 926               | 6,2                           | 9,2                         |
| 1989  | 28 083                                  | 31 363               | 4,6                           | 12,6                        |
| 1990  | 33 030                                  | 36 775               | 7,3                           | 13,5                        |

Source : CSO

La forte croissance économique a été atteinte au cours de cette deuxième phase, principalement en raison de la hausse des exportations du textile et du développement de l'industrie du tourisme.

De 1987 à 2000, le PIB a progressé à un taux moyen de 5,8 pourcent par an. Ces taux de croissance élevés ont été obtenus dans un environnement macroéconomique stable avec une inflation faible. En effet, l'inflation a été contenue entre 6 et 7 pourcent à partir de 1991, à l'exception de 1993, où il s'était fixé à 10,5 pourcent.

## LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE MAURICE : UN PARCOURS ATYPIQUE

Dr. Renganaden Padayachy – Macro économiste

**Tableau 5 :**  
**Performance économique de Maurice, 1991-2000**

| Année | Produit Intérieur Brut (millions de Rs) | Revenu par Tête (Rs) | Taux de Croissance (pourcent) | Taux d'inflation (pourcent) |
|-------|---|----------------------|-------------------------------|-----------------------------|
| 1991  | 38 094                                  | 41 870               | 4,4                           | 7,0                         |
| 1992  | 43 215                                  | 46 423               | 6,8                           | 4,6                         |
| 1993  | 49 504                                  | 52 531               | 4,9                           | 10,5                        |
| 1994  | 55 728                                  | 57 019               | 4,6                           | 7,3                         |
| 1995  | 62 259                                  | 62 278               | 5,3                           | 6,0                         |
| 1996  | 70 597                                  | 69 281               | 6,2                           | 6,6                         |
| 1997  | 77 724                                  | 76 480               | 5,6                           | 6,6                         |
| 1998  | 87 836                                  | 85 650               | 5,8                           | 6,8                         |
| 1999  | 93 941                                  | 91 440               | 2,1                           | 6,9                         |
| 2000  | 105 206                                 | 100 666              | 9,7                           | 4,2                         |

Source : CSO

**Les facteurs sous-jacents au développement économiques de Maurice**

Comme nous l'avons souligné précédemment, les performances macro-économiques à long terme de Maurice ont été influencées par une combinaison de facteurs exogènes, et de politique économique judicieux.

S'agissant de la zone franche, qui représente 25 pourcent du PIB et plus de 36 pourcent de l'emploi, Maurice a bénéficié de préférences commerciales directement sous l'accord de Cotonou et indirectement avec l'accord multifibres, qui avait imposé des quotas pour le textile en provenance de l'Asie. Ces accords ont permis son développement grâce à l'apport des investisseurs étrangers. En effet, les entrepreneurs hongkongais dans le but de contourner les quotas textiles y avaient massivement investi pour bénéficier des préférences sous Cotonou.

Avec le protocole sucre, Maurice a bénéficié de quotas pour ses exportations de sucre vers l'Union européenne à un

prix qui a été, en moyenne 90 pourcent au dessus du prix de marché. Cela a contribué au développement économique et social du pays.

Ces différents accès préférentiel accordé par les partenaires commerciaux de Maurice dans le sucre, le textile et l'habillement, soit 90 pourcent des exportations totales, équivalait à une subvention implicite aux exportations.

La croissance économique a également été soutenue par la mise en place de politiques économiques efficaces. La stratégie de développement du commerce extérieur a soutenu la croissance des exportations à un taux annuel de 7,1 pourcent sur la période 1986 à 1996. L'industrialisation de substitution aux importations, initié dans les années soixante a favorisé la diversification initiale du secteur manufacturier. Dans le même temps, le pays a mis en place des mesures protectionnistes avec des taux tarifaires supérieure à 100 pourcent en 1980 et environ 65 pourcent en 1989 et jusqu'aux années quatre-vingt, des restrictions quantitatives avec les licences d'importation, qui couvrait près de 60 pourcent des importations.

Notons également que la politique de taux de change active a contribué à maintenir la compétitivité extérieure et la viabilité du compte courant du pays. En effet, la roupie mauricienne s'est dépréciée de manière significative. En 2008, elle était inférieure à 60 pourcent de son niveau de 1995 et a permis des gains de compétitivité importants.

**Le début du troisième millénaire et les nouveaux défis**

À Maurice, la croissance était traditionnellement tirée par le sucre, le textile et le tourisme, mais depuis peu le pays a du s'ouvrir et se diversifier.

En effet, les années 2000 ont été marquées par la forte pression de la mondialisation. L'accord multifibre, caractérisé par l'imposition d'un système de quotas d'importation bilatéraux et sélectifs à l'entrée aux marchés de la plupart des pays avancés, a été progressivement démantelé. Les tarifs douaniers persistent, mais les quotas ont été éliminés complètement en janvier 2005. Le commerce de produits est désormais régi par des règles plus libérales de l'organisation mondiale du commerce (OMC). Ce changement dans les conditions d'accès aux marchés d'exportation a accru considérablement la pression



concurrentielle des pays comme la Chine et l'Inde jadis contraints par les quotas, et réduit la marge préférentielle dont bénéficiaient les pays non soumis à des quotas d'importation, comme Maurice. Cela a entraîné des restructurations dans le secteur du textile et de l'habillement. Il y a eu la fermeture de nombreux ateliers qui a entraîné la perte de plus de 23 000 emplois entre 2002 et 2006.

Relatif au secteur sucrier, Maurice a du faire face au même défi. Le sucre a toujours été parmi les principaux piliers de l'économie mauricienne, bénéficiant d'un accès préférentiel au marché européen dans le cadre du Protocole sucre. Mais, conformément aux règlements de l'Organisation Mondiale du Commerce, l'UE a dû revoir les préférences non réciproques pour le sucre provenant des pays ACP. Cela a provoqué une baisse de 36 pourcent du prix du sucre.

Ces événements se sont traduits par des performances économiques médiocres. Si le taux de croissance moyen s'établissait à plus de 6 pourcent à la fin des années 90, il est retombé à des niveaux bien inférieurs, 3,7 pourcent sur la période 2001 à 2005.

**Tableau 6 :**  
**Performance économique de Maurice, 2001-2010**

| Année | Produit Intérieur Brut (millions de Rs) | Revenu par Tête (Rs) | Taux de Croissance (pourcent) | Taux d'inflation (pourcent) |
|-------|---|----------------------|-------------------------------|-----------------------------|
| 2001  | 117 532                                 | 110 434              | 5,2                           | 5,4                         |
| 2002  | 125 425                                 | 118 036              | 1,8                           | 6,4                         |
| 2003  | 137 588                                 | 128 003              | 4,4                           | 3,9                         |
| 2004  | 152 425                                 | 142 020              | 4,8                           | 4,7                         |
| 2005  | 162 171                                 | 148 857              | 2,3                           | 4,9                         |
| 2006  | 182 009                                 | 165 972              | 5,1                           | 8,9                         |
| 2007  | 206 971                                 | 192 389              | 5,5                           | 8,8                         |
| 2008  | 233 688                                 | 212 624              | 5,1                           | 9,7                         |
| 2009  | 244 080                                 | 215 708              | 3,1                           | 2,5                         |
| 2010  | 265 014                                 | 232 755              | 4,6                           | -                           |

Source : CSO

Soucieux de pouvoir retrouver une croissance soutenue et durable, les pouvoirs publics se sont tournés vers une stratégie de diversification de l'économie et ont conçu plusieurs projets de développement.

Il y a, en premier, les nouvelles technologies et l'innovation. La loi de 1998 sur les télécommunications a posé les bases d'une libéralisation du secteur des télécommunications. Mais ce n'est qu'avec la loi de 2001 sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) que la libéralisation a débuté.

Les progrès des TIC ont permis le développement à Maurice des entreprises de services en impartition (Business Process Outsourcing – BPO), de développement de logiciels et les centres d'appel. Ce secteur représentait en 2009 5,9 pourcent de l'économie mauricienne. Nous observons une croissance à deux chiffres dans ce secteur depuis le début.

Deuxièmement, il y a eu des incitations visant à encourager la transformation de Maurice en plateforme de transformation des produits de la mer (seafood producing hub). Un accord provisoire de partenariat économique (APE) avec l'Europe comporte une dérogation autorisant l'exportation vers l'UE d'importantes quantités de thon. L'aquaculture, pour sa part, est considérée comme un futur vecteur de croissance à Maurice. Le bureau des investissements a publié un guide de l'investisseur recensant les sites possibles sur terre, sur le rivage ou au large.

Autre stratégie de diversification, le développement du port franc de Maurice (la zone détaxée du port et de l'aéroport) avec l'ambition de transformer Maurice en un grand centre régional de distribution, de transbordement et de commercialisation. Ce port franc comprend des installations d'entreposage, de transbordement, de transformation légère, d'assemblage simple et de reconditionnement.

Quatrièmement, les « complexes touristiques intégrés » (Integrated Resort Schemes – IRS) proposant à des étrangers des villas de luxe à des prix dépassant le demi million de dollars. Les villas vendues dans le cadre de ce dispositif font partie de complexes immobiliers de classe internationale offrant des prestations et des équipements de prestige tels que terrains de golf, marinas et piscines individuelles,



## LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE MAURICE : UN PARCOURS ATYPIQUE



des équipements de sports nautiques et autres, des centres médicaux et des salons de beauté, ou des restaurants gastronomiques. L'acquisition d'une villa dans un IRS confèrera le statut de résident à l'investisseur, à son conjoint et à ses personnes à charge.

En dernier, le secteur financier extraterritorial (offshore), instauré par des sociétés accréditées au niveau mondial, s'est rapidement développé sur l'île. Enregistrées à Maurice, ces sociétés canalisent des investissements vers d'autres pays, l'Inde en tête.

Même si Maurice reste fortement tributaire de ses exportations de sucre, de textile/habillement et du tourisme, son économie s'appuie aussi sur des services tels que le port franc, l'extraterritorialité et les services financiers et les TIC.

Toutefois, il ne faudrait pas pour autant négliger les secteurs existants. Nous constatons que deux catégories de compagnies textiles ont réussi à surmonter les difficultés. Ceux qui ont su réduire leurs coûts et s'adapter en temps voulu à l'intégration verticale et les entreprises qui produisent en petites quantités des produits hauts de gamme. La hausse du niveau de vie des mauriciens les incite à consommer les produits de qualités. Les industriels devraient se positionner à la fois pour l'exportation et pour le marché local et les décideurs publics devraient inciter la production de produits de qualité pour le marché local. En fait, définir une nouvelle stratégie d'industrialisation de substitution à l'importation.

Même réflexion pour l'agriculture avec par exemple les produits bio. La préoccupation pour les enjeux environnementaux, notamment le changement climatique, la sécurité alimentaire et énergétique expliquent le nouveau cycle de développement mondial que les produits bio et les biocarburants sont en train de connaître actuellement. Cela pourrait être un formidable moyen pour Maurice pour franchir un nouveau palier. Notons que la moitié du Brésil roule aux biocarburants fabriqués à partir de l'éthanol de canne à sucre.

Autre défi, la compétitivité. Maurice est la deuxième économie la plus compétitive en Afrique sub-saharienne et est classée 57ème au niveau global, selon le World Economic Forum. Maurice surpasse les pays à faible revenu sub-saharienne, mais elle est en retard par rapport au Brésil et à l'Afrique du Sud.

Nous pouvons dire que l'éducation a été l'un des principaux déterminants de gains de productivité au cours de la période 1960-90 à Maurice. L'amélioration du système éducatif et de la formation est donc primordiale pour accroître la productivité et ainsi améliorer sa compétitivité sur les marchés internationaux.

En résumé, Maurice devra sur le long terme surmonter des obstacles considérables. Les préférences et la protection commerciales sur lesquelles l'île bâtissait jusqu'ici son succès n'existent plus. Pour renouer avec les taux de croissance qu'il a connus dans les années 90, Maurice doit ouvrir davantage ses marchés, réduire son déficit budgétaire persistant, réformer son système éducatif et renforcer la résistance de l'économie aux chocs extérieurs

Les principales difficultés seront de continuer à la fois de diversifier l'économie tout en maintenant la compétitivité de ses piliers traditionnels, de veiller à l'efficacité des investissements du secteur public, et de s'attaquer aux goulots d'étranglements de l'emploi et des infrastructures. ■



## VAT REFUND FOR FOREIGN VISITORS NEW TOOLS FOR AN ENJOYABLE EXPERIENCE

Our electronic platform for VAT refund for foreign visitors is now known as the Tax Tourist Refund (TTR) System since the beginning of the year. The logo Tax Tourist Refund online identifies all shops using the System to declare their sales to foreign visitors to MCCI such that they can be re-imbursed promptly at the TTR airport counter. A sticker with the logo and the dedicated website address [www.touristrefund.org](http://www.touristrefund.org) is affixed both on the shop's window and at the shop's payment counter. These stickers have been asked for both by shop owners and tourists to differentiate between normal shops and shops accredited by the Mauritius Revenue Authority to make sales to foreign visitors such that they can get VAT refund at the airport. For duty free shops both the duty and VAT are refunded at the MCCI TTR counter at the airport.

To cater for the increase in online declaration of sales for VAT refund, MCCI has installed two SHDSL 'routers'. Three special keyboards have also been installed that can optically scan the passport of the foreign visitor. The data needed for the refund are automatically uploaded on our TTR software thereby retrieving instantly all purchases made in TTR online shops for refund to the visitor with an amazing speed. Visitors have been thrilled by the experience and returning tourists are even coming now with only their passport without bothering with the sales receipt provided by shops. The TTR online system has been designed to be completely paperless for the protection of the environment in line with the country's sustainable development ambitions.

A new guide for easy tax free shopping has also been introduced. It can be downloaded from our website ([www.touristrefund.org](http://www.touristrefund.org)). It aims at encouraging tourists to shop in TTR shops and to be refunded or receive delivery of VAT free or Duty free purchases at the TTR counter at the airport. It invites to browse our website where there is a mini-clip giving details of the TTR scheme operating in Mauritius. There is also a directory listing all shops providing TTR online declaration with the products they offer. All these tools aim to provide an enjoyable experience to shopping tourists visiting the country whilst projecting the image of a modern Mauritius worldwide. For further information please contact Mr. Anwar Kaidoo, Operations Manager, Tel: 465 3444.



# EMERGING SECURITY THREATS

AS INTERCONNECTIVITY IN TODAY'S MARKET PLACE DEVELOPS, MORE AND MORE BUSINESSES ARE RELYING ON THE INTERNET AND NETWORK TECHNOLOGIES FOR BUSINESS OPERATIONS.

---

Parweezia Moossa – Analyst Programmer

As interconnectivity in today's market place develops, more and more businesses are relying on the Internet and network technologies for business operations.

Internet and network technologies provide a platform to interact and collaborate, allowing the business community to communicate, exchange ideas and trade goods and services globally, in new, more efficient and exciting ways.

The Internet in its current state is similar to a city with no locks on the doors of its houses, where computers can be thought of as houses and the networks making up the Internet, the city streets. With its rapid growth, which is cited as a major source of attacks, the frequency of information security threats is growing in numbers, varieties and most importantly the severity of their impacts. More than ever, businesses are vulnerable as compromising the confidentiality, integrity and availability of information assets may have adverse effects, including data theft and the risk of financial losses. Thus, it is vital for businesses to be aware of the prominent emerging security threats in order to secure their information systems and databases.

According to a recent study carried out by Perimeter E-Security, the top information security threats for 2010 are:

## Malware

In 2009, malware was listed as the second highest security threats to businesses. The malware is introduced to the systems through the use of client-side software; Adobe Acrobat, Quicktime and Microsoft Office. Once, the malicious software is installed, it acts as a Trojan horse software program performing a number of malevolent acts such as stealing key loggers, fast flux botnets, relays and remote control agents.

## Malicious insiders

With the downturn in the economy, many desperate and disgruntled employees attempt to adversely impact the organization's mission through a range of actions that compromise the information confidentiality, integrity, and availability.

## Social Networking

Social Networking sites such as Facebook, MySpace and Twitter, have changed the way people communicate with each other. But, these sites pose serious threats to organisations as they are breeding ground for identity thieves, SPAM, scams, scareware and a host of other attacks. For example, last year, a scareware scam was spreading on Twitter with a message that simply read 'Best Video' and contained a link to malware.

## Social Engineering

Social engineering is a popular tool used by cyber criminals to gain access to computer. They use human interaction (social skills) to obtain or sensitive information about an organization or its computer systems. Phishing is the common social engineering technique used by the cyber criminals to solicit personal information by posing as a trustworthy organization. For example, an attacker may send email seemingly from a reputable credit card company or financial institution that requests account information, often suggesting that there is a problem. When users respond with the requested information, attackers can use it to gain access to the accounts.

## Cyber Espionage

Cyber espionage is a relatively new type of intelligence and rising security threat. It is defined as the intentional use of computers or digital communications activities in an effort



---

The Internet in its current state is similar to a city with no locks on the doors of its houses, where computers can be thought of as houses and the networks making up the Internet, the city streets

---

to gain access to sensitive information about an adversary or competitor for the purpose of gaining an advantage or selling the sensitive information for monetary reward.

#### **Zero-day exploits**

Zero-day exploits are serious threat to information security as the attacker takes advantage of computer vulnerabilities that do not currently have a solution. They create a virus or worms exploiting the vulnerabilities of the software and harm computer systems in a variety of ways.

#### **Exploited Vulnerabilities**

Vulnerability exploit is the heart of hacking and data breaches. Worms, viruses, malware and other attack types rely on vulnerability exploit to infect, spread and perform malevolent actions such as gaining control of a computer system or allowing privilege escalation or a denial of service attack.

Information security is fundamental to a safer use of Internet, additionally, a proactive and collaborative approach to understanding emerging threats will help the business community to develop more effective information security technologies and strategies. ■



(Suite de la page 5)

## BAISSE DE L'EURO DÉCRYPTAGE

Dr. Renganaden Padayachy – Macro économiste

Rs

€

« Une dévaluation immédiate de la roupie permettrait de maintenir la rentabilité des entreprises génératrices de devises et donc préserver l'emploi. Mais cette solution est inflationniste et dans une logique court-termiste. »

(...) Selon Eurostat, le repli de la monnaie européenne, enclenché depuis deux mois, commence à se traduire dans les carnets de commande des industriels européens. Les premières estimations du bureau des statistiques européen montrent que la zone euro a enregistré un excédent commercial de 4,5 milliards d'euros en mars, en forte hausse par rapport aux 2,4 milliards euros affichés en février. Si ce rééquilibrage se poursuit il y aura un impact sur l'économie réelle européenne. Pour Elie Cohen, Economiste et Directeur de Recherche au Centre National de Recherche Scientifique en France, « une chute de 10 pourcent de la monnaie unique face au dollar doperait de 0,2 à 0,3 point le PIB de la zone euro sur une année. » Mais l'Allemagne, adepte de l'euro fort, pourrait en pâtir. Le pays reste compétitif, euro élevé ou pas. Avec une monnaie faible, par contre, elle perdra en matière d'importations.

Cette situation est préoccupante pour l'économie mauricienne, car nous sommes dans une position paradoxale. Selon le CSO, environ 67 pourcent des exportations mauriciennes sont dirigées vers l'Europe (37 pourcent vers la zone euro et 27 pourcent pour la Grande Bretagne) et approximativement 60 pourcent des importations mauriciennes sont libellées en dollar.

La baisse de l'euro, couplé à la baisse de la livre sterling, a ainsi des effets négatifs directs sur plusieurs secteurs vitaux à l'économie mauricienne, notamment le sucre, le tourisme, le textile, l'industrie de la pêche et les technologies de l'information et de la communication.

Ne rien faire, dans l'espoir que l'euro va se reprendre, pourrait être préjudiciable. La baisse de l'euro entraînera automatiquement une baisse de la profitabilité des entreprises liées aux secteurs précédemment cités. Cela peut provoquer

une hausse du taux de chômage, une détérioration des finances publiques due à un amoindrissement des recettes fiscales et, à terme, une baisse de la valeur de la roupie.

Agir oui, mais comment ? Une dévaluation immédiate de la roupie en agissant sur les taux directeurs ou en intervenant directement sur le marché des changes pourrait être intéressante. Cela permettrait de maintenir la rentabilité des entreprises génératrices de devises et donc préserver l'emploi. Mais cette solution est inflationniste et dans une logique court-termiste.

Une autre solution consisterait à la création d'un fonds public qui viendrait en aide aux entreprises en difficulté. Ce type de mesure ne pourra être qu'à court terme car cela dégraderait les finances publiques de Maurice. N'oublions pas que ce sont les dérives des finances publiques de certains pays de la zone euro qui ont amené cette situation. Or, rien ne dit que l'euro va se reprendre à court terme, les faits donnent plutôt l'impression que ce serait même l'inverse.

Ne devrions-nous pas plutôt réfléchir à long terme ? Nous sommes dans un système de changes flottants où le taux de change est déterminé librement sur le marché en fonction de l'offre et de la demande. Mais que ferons-nous si nous avons fréquemment des variations extrêmement importantes du cours des principales monnaies ?

Une solution consisterait peut-être à adopter une politique de change plus active avec l'instauration d'un système s'inspirant du Serpent monétaire et basé sur un indice reflétant la moyenne pondérée des trois principales devises, à savoir l'euro, la livre sterling et le dollar américain. Notons que la Chine pratique depuis plus d'une décennie une politique de change où le yuan est arrimé au dollar afin de préserver ses parts de marché. ■

# 6ÈME FEIOI

LES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES DE L'OCEAN INDIEN  
SE CONCERTENT AUX SEYCHELLES

**Faeeza Ibrahimsah** – Manager  
Communications and Promotion Division



*Le FEIOI connaît un succès grandissant au fil des ans  
Photo: Le FEIOI en 2007 à Maurice, cérémonie de clôture.*

La 6ème édition du Forum Economique des Iles de l'Océan indien (FEIOI) se tiendra du 19 au 22 octobre 2010 à Mahé aux Seychelles.

Cette rencontre annuelle a pour ambition de rassembler le plus grand nombre d'opérateurs publics et privés des îles de l'Océan indien. C'est l'occasion pour les opérateurs de nouer de nouveaux partenariats à travers les B2B. Ces rencontres sont une véritable réussite. Au fil de leurs éditions, elles ont connu un succès grandissant. Organisé pour la première fois à Madagascar en 2005, puis à la Réunion en 2006, à Maurice en 2007, aux Comores en 2008 et à Mayotte en 2009. Le Forum a vu le nombre de participants croître d'année en année. Ainsi, à Mayotte ce sont plus de 250 participants venant des Seychelles, de Madagascar, de Maurice, des Comores et de la Réunion qui se sont inscrits à cette manifestation.

Le FEIOI est une plate-forme de réflexion et de concertation pour faciliter les discussions entre les acteurs du développement et favoriser les échanges commerciaux.

Des ateliers de travail sont aussi organisés afin de débattre des questions d'intérêt régional. La qualité des idées échangées et la richesse des débats ont débouché sur des projets d'ampleur. La prospective économique et l'intelligence économique dans l'Océan indien ; le potentiel de la filière pêche, la desserte aérienne et maritime dans l'Océan indien, l'intégration régionale, l'environnement industriel et commercial dans la région étaient parmi les thèmes discutés lors des précédents forums.

Cette année, les thèmes choisis seront axés sur le co-développement durable et sur le tourisme.

Le FEIOI 2010 est organisé par la CCI des Seychelles sous l'égide de l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie de l'Océan indien (UCCIIOI) en partenariat avec la Commission de l'Océan Indien. (COI). ■

## PLUS D'INFOS

Pour plus d'informations sur les conditions de participation, veuillez contacter Faeeza Ibrahimsah à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Maurice, no. de téléphone : 208 3301



# LA NATURE EST SOURCE D'INSPIRATION

**Le ravenal** - ou arbre du voyageur - est endémique de l'Océan Indien. Son nom lui vient de l'entrecroisement de ses feuilles qui lui permet de recueillir l'eau de pluie, offrant ainsi au voyageur, à la fois un abri, et de quoi étancher sa soif.

Cet arbre est symbolique de l'image du Groupe Food and Allied et des valeurs qui sont les siennes: un tronc solide représentant l'activité avicole des débuts, des feuilles harmonieusement entrelacées incarnant la cohésion dans la diversification des services, l'eau, source de vie qui désaltère ; les valeurs intrinsèques du Groupe que sont le professionnalisme, l'intégrité et l'honnêteté.

Fort de ses valeurs, de sa vision, de sa vraie fibre d'entrepreneur, le Groupe Food & Allied est aujourd'hui présent dans les domaines suivants :

## **Production Animale**

Filière volaille : Food & Allied Industries, Avitech, Agrifarms.

Boucheries de volaille : Chantefrais.

Aquaculture : Aquareve.

## **Industrie**

Meunerie : Les Moulins de la Concorde.

Provenderie : Livestock Feed (LFL), LFL Madagascar.

Entreposage : Agrobulk.

Produits Laitiers : Maurilait Production.

Conserverie et Produits Elaborés : New Maurifoods.

## **Commerce**

Marketing & Distribution : Panagora Marketing.

Exportations : Panexport.

Restaurant Rapide : Pick 'N' Eat (KFC).

## **Business Services**

Solutions informatiques : New Edge Solutions.

Développement des Ressources Humaines & Formation : Newskills.

Création publicitaire : Circus Advertising & Circus Publicis.

Corporate Services : M&D Corporate Services.

## **Hotels**

City Hotels : Le Labourdonnais Waterfront Hotel & Le Suffren Hotel & Marina.

Développement, Gestion & Promotion : Indigo Hotels & Resorts.

## **Shipping**

Fret : Freight & Transit (FTL), FTL Madagascar.

Le développement stratégique du groupe, géré par Management & Development Co. Ltd, passe par le renforcement de ses activités à Maurice et dans les pays de la région.

Voyageur aussi, le Groupe a étendu ses implantations hors frontières, jusqu'à la Réunion, Madagascar et le Mozambique.



**FOOD & ALLIED**  
GROUP OF COMPANIES

Gentilly, Moka, Mauritius. Tel: (230) 433 4225,  
Fax: (230) 433 4145. E-mail: [communication@food-allied.com](mailto:communication@food-allied.com)  
Web Site: <http://www.food-allied.com>

# PROJET DE LECTURE DANS LES ÉCOLES ZEP : PROMOUVOIR LA RÉUSSITE SCOLAIRE

Faeza Ibrahimsah – Manager  
Communications and Promotion Division



La CCIM vient de compléter avec succès son projet d'appui aux enfants en difficulté de lecture. Survol et bilan.

Le projet de lecture dans les écoles ZEP a pris fin en mars 2010. Le projet, financé par le 'Decentralised Cooperation Programme' et mené conjointement par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Maurice et le ministère de l'Éducation et des Ressources humaines, a pour objectif d'améliorer la performance des élèves dans les écoles des zones défavorisées.

## Un survol

C'est en février 2008 que la Chambre soumet sa demande de financement auprès du Decentralised Cooperation Programme pour un projet de lecture dans les écoles classées 'Zones d'Éducation Prioritaires'. Ce projet de lecture s'insère dans le cadre du programme d'Appui aux Micro projets pour l'allègement de la pauvreté. Le DCP, lancé à Maurice en septembre 2005 par l'Union Européenne et le gouvernement mauricien, a pour objectif général d'alléger la pauvreté par le renforcement des capacités des Acteurs Non-Etatiques (ANE). Le programme, en particulier, cherche à améliorer les

capacités des ANEs en termes de planification stratégique, de dialogue avec les autorités et de la mise en œuvre de politiques dans la lutte contre la pauvreté et dans la création d'emplois.

Ainsi, l'appel à propositions lancé par le DCP doit répondre à plusieurs critères :-L'éducation et le bien-être des pauvres, des groupes vulnérables et défavorisés, entre autres.

Le projet de lecture fut approuvé en septembre 2008.

## Améliorer le niveau de l'éducation

Le projet vise à améliorer le niveau général de l'éducation à Maurice en aidant les élèves des écoles ZEP qui sont en grande difficulté académique. Une amélioration du niveau de l'éducation contribue à revaloriser le niveau d'éducation primaire qui est la porte d'accès vers une éducation secondaire ou technique.

En ciblant ces écoliers, le projet vise à ce qu'ils ne soient plus marginalisés afin qu'ils puissent continuer poursuivre leur parcours scolaire dans le 'mainstream'.

# PROJET DE LECTURE DANS LES ÉCOLES ZEP : PROMOUVOIR LA RÉUSSITE SCOLAIRE

---

**Faeza Ibrahimsah** – Manager  
Communications and Promotion Division



## **Combattre la pauvreté**

La plupart des élèves des écoles ZEP sont issus de milieux défavorisés. Les aider au niveau scolaire est aussi un moyen de lutter contre la pauvreté.

En effet, grâce à une amélioration de leur performance, ils sont plus aptes à réussir aux examens et trouver un emploi stable. Ce qui entraînera une amélioration du niveau de vie de la famille. La réussite des élèves ciblés pourrait servir d'exemple aux autres habitants de leur quartier. Le projet de lecture comporte ainsi une dimension communautaire dans la lutte contre la pauvreté.

## **Mise sur pied d'un Project Implementation Committee (PIC)**

Un PIC, comprenant des représentants d'entreprises, du ministère et de la CCIM, fut mis sur pied. Cette instance avait une vocation de coordination entre les différents partenaires concernés par le projet. Elle devait aussi en assurer le suivi. La Fondation Espoir et Développement gère, pour sa part, le projet sur le terrain.

27 écoles représentant 8,300 élèves environ étaient concernées.

## **Recrutement et formation des animateurs**

Une vingtaine d'animateurs ont été recrutés. Ils étaient choisis parmi les parents d'élèves et les personnes dans le voisinage de l'école déjà engagées dans le domaine de l'éducation.

Les animateurs ont eu des sessions de formation à l'Alliance française, au British Council et au Bureau d'Education Catholique. Ils ont travaillé en étroite collaboration avec les Head Teachers, les enseignants et les Company Delegates.





*Vincent Enouf, Company Delegate (Grays Inc.)  
et F. Ibrahimsah remettant des livres aux élèves  
de H. Ramnarain Govt. School à Terre Rouge.*

## Séances de lecture

Plus de 2200 sessions de lecture ont été organisées pendant la période impartie. Les sessions étaient destinées en particulier aux élèves des Std V et VI. Des salles de lecture ont été aménagées dans certaines écoles. Les histoires étaient d'abord racontées en langue créole. Le passage en langues anglaise et française s'est fait de manière progressive. Les parents étaient invités à assister aux sessions de lecture.

Il faut préciser que des sessions ne pouvaient être organisées pendant les vacances scolaires, ni durant la période précédant les examens, ni pendant les deux semaines suivant la rentrée scolaire, ce qui a quelque peu réduit le nombre de séances prévues initialement. .

## Collaboration étroite des Company Delegates

Le projet de lecture a pu aussi être concrétisé grâce à l'étroite collaboration des 'Company Delegates'. Ces derniers ont joué un rôle salubre pour la bonne marche du projet dans leurs écoles respectives.

## Dons de livres, de matériels scolaires et d'équipements

Des livres d'histoire, des bandes dessinées, des livres pour enfants à caractère 'philosophique' ont été distribués dans toutes les écoles.

Des matériels scolaires comprenant cahiers, règles, gommes, taille-crayons, cahiers à dessins, pochettes et stylos ont été distribués dans chaque école ZEP. Certains établissements ont également bénéficié d'une photocopieuse, d'un projecteur LCD avec écran ainsi que des ordinateurs. Le choix des écoles bénéficiaires a été fait conjointement avec le ministère de l'Education.

## Bilan

Il est probablement prématuré de faire un bilan complet du projet. Néanmoins, quelques résultats concrets démontrent que le taux d'absentéisme dans les écoles ZEP a diminué en 2009 par rapport à 2008. Ceci est confirmé par le ministère. Les animateurs, qui étaient très proches des élèves, nous ont également confirmé que ces derniers étaient très motivés à participer aux séances de lecture. Certains élèves ont vu leur performance s'améliorer au niveau de l'écriture également.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Maurice compte commanditer une étude pour faire une évaluation complète du projet. Elle souhaite que ce projet soit pérennisé. Elle compte aussi sur la collaboration des entreprises. ■

# 100% CHALLENGE : LA SAISON 2010 DÉMARRE



*L'émission de télévision a pour objectif de montrer au grand public les différentes facettes de l'entreprise. Ci-dessus: extraits des émissions de juillet et d'avril 2009 sur les chantiers navals et la fabrication des gaufrettes.*

**Faeza Ibrahimsah** – Manager  
Communications and Promotion Division

La nouvelle saison de '100% Challenge', magazine télé coproduit par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Maurice et la Mauritius Broadcasting Corporation, démarre en juillet. La première diffusion de l'émission est programmée pour le dernier mardi du mois, soit le 27 juillet 2010 à 21 heures sur MBC 1 avec rediffusion sur la troisième chaîne le dimanche suivant, c'est-à-dire le 1er août 2010 à 18 heures 30.

L'émission a pour objectif de montrer les différentes facettes de l'entreprise, en mettant en avant son histoire, les hommes et les femmes qui y travaillent et ses produits. C'est une immersion dans l'île Maurice qui produit, qui crée de la richesse, sans introspection des grands enjeux économiques du jour, juste la dose requise pour une assimilation clinique du vécu des entreprises sur un plan opérationnel et stratégique.

Une innovation, cependant, par rapport à la saison 2009 : 100% Challenge version 2010 comporte un volet régional. Un accord a été conclu, à ce titre, entre la CCIM et l'Association des Industriels de la Réunion (ADIR) sur un échange de reportages entre les deux organisations. L'ADIR produit, à l'île sœur, 'Les nouveaux défis', dont 100% Challenge est une réplique. L'émission est diffusée sur RFO Réunion.

Montrer, valoriser et partager le savoir-faire mauricien et réunionnais à travers des émissions de télévision cadrent avec l'objectif de développement basé sur la collaboration entre les deux îles, d'autant plus que pour la saison 2010, 'l'Association of Mauritian Manufacturers' (AMM) est un des sponsors du magazine télévisé. Les autres sponsors sont : United Basalt Products Co. Ltd., Taylor Smith Group et Ireland Blyth Ltd.

Pour plus d'informations sur le parrainage, veuillez contacter Faeza Ibrahimsah à la CCIM, Tél : 208 3301. ■







# SOFAP, 1<sup>er</sup> FABRICANT DE PEINTURE À MAURICE À ÊTRE CERTIFIÉ ISO 14001:2004

## LA NORME INTERNATIONALE EN MATIÈRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE

L'implémentation de la norme internationale ISO 14001:2004 est une démarche environnementale responsable et citoyenne dont l'objectif est de minimiser l'impact des activités de l'entreprise et de ses produits sur l'environnement. Cette certification internationale engage Sofap à opter pour une gestion responsable et rigoureuse de la fabrication et la distribution de ses peintures PERMOGLAZE et autres produits.

Sofap s'impose, dans la transparence, une rigueur constante qui se traduit par la définition d'objectifs précis, la mise en place d'un plan d'action détaillé et l'instauration d'un mécanisme de contrôle pointu pour une amélioration continue de sa performance environnementale.

Obtenu à la suite d'un audit externe indépendant, la certification ISO 14001:2004 nous engage, à continuer et à renforcer nos actions entre autres dans les domaines suivants :

- La promotion et le développement de produits de plus en plus propres pour l'environnement
- L'adoption de nouveaux procédés de production favorisant une utilisation plus judicieuse de l'énergie
- La réduction des niveaux de COV (Composés Organiques Volatils) dans nos peintures. À savoir que les peintures Permoglaze ont déjà été reformulées afin de s'aligner sur les directives européennes 2010 en matière de COV
- La gestion rigoureuse des effluents et tout autre déchet industriel afin d'éliminer tout risque d'effet néfaste sur l'environnement
- La mise en place de moyens visant à minimiser l'impact des emballages de nos produits sur l'environnement ou d'en assurer leur recyclage
- La Conscientisation et la formation du personnel en continu afin que les considérations environnementales soient au cœur de toutes nos actions et projets
- La gestion rigoureuse de la santé et de la sécurité des employés au sein de l'entreprise
- La gestion intelligente de la flotte de véhicules afin de réduire la consommation de carburants et l'émission de CO2
- Le contrôle rigoureux de notre consommation d'énergie fossile et de ressources naturelles

Cette certification ISO 14001:2004 symbolise la philosophie de Sofap visant à assurer un développement durable de son activité tout en préservant l'environnement de notre île pour notre bien-être à tous et celui des générations futures.



CIRCUS



Sofap

**PERMOGLAZE**  
PROFESSIONAL

WE SPEAK YOUR COLOUR